

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1974)
Heft: 283

Artikel: Du "Nouvelliste" à Pinochet en passant par Heurtebise
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1026604>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 01.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Pendant la négociation des contrats (suite)

provoque de nombreuses réactions hostiles dans le pays et à l'étranger.

3 DÉCEMBRE. — Ouverture du procès de Burgos. Six des accusés risquent la peine de mort. Ils doivent répondre, en effet, d'une série de délits, assassinats, banditisme, terrorisme, rébellion militaire, vols à main armée, détention d'armes et d'explosifs.

28 DÉCEMBRE. — Six des accusés de Burgos sont condamnés à mort.

31 DÉCEMBRE. — Les condamnés de Burgos sont graciés.

1971

18 OCTOBRE. — La police ouvre le feu contre des grévistes à Barcelone.

DÉCEMBRE. — Un an après Burgos, série d'attentats dans le Pays basque.

1972

17 JANVIER. — Violents incidents à l'Université de Madrid à la suite du renvoi de quatre mille étudiants de la Faculté de médecine. Agitation sociale et grèves au Pays basque et en Catalogne.

19 JANVIER. — L'ETA enlève un industriel espagnol près de Bilbao et menace de l'exécuter. Les nationalistes basques réclament notamment la réintégration de cent quatre-vingt trois ouvriers licenciés. Les conditions de l'ETA sont acceptées.

29 FÉVRIER. — L'écrivain Luciano Rinçon est condamné à onze ans de prison pour « injure au chef de l'Etat ».

1^{er} MARS. — Grève générale des étudiants madrilénes. Heurts avec la police.

10 MARS. — La police réprime une manifestation des ouvriers des chantiers navals du Ferrol-del Caudillo: deux travailleurs sont tués.

17 MARS. — Un militant de l'ETA, Juan Goicochea Elorriaga, se donne la mort pour ne pas être arrêté.

23 AVRIL. — A Madrid, cinq mille ouvriers du bâtiment se mettent en grève à l'appel des commissions ouvrières.

18 MAI. — La police ouvre le feu sur des étudiants à l'Université de Madrid. Un manifestant est grièvement blessé.

24 JUIN. — M. Marcelino Camacho, dirigeant des commissions ouvrières est arrêté à Madrid.

29 AOÛT. — Après une série d'attentats, des membres de l'ETA tuent un policier près de Bilbao. Vague d'arrestations dans le Pays basque.

16 SEPTEMBRE. — Un mouvement de grève touchant dix mille ouvriers se développe en Galice.

25 SEPTEMBRE. — Deux militants du Front de libération catalan sont condamnés à trente et vingt ans de prison.

11 OCTOBRE. — Les forces de l'ordre évacuent le campus de l'Université de Madrid, qu'elles occupaient depuis janvier 1969 en vertu de l'état d'exception.

10 DÉCEMBRE. — L'amiral Carrero Blanco prend vivement à partie le communisme, le libéralisme et l'Eglise, qu'il qualifie de « contestataire » et de « désacralisée ».

1973

19 AVRIL. — Eustaquio Mendizabal, chef présumé de la branche militaire de l'ETA, est tué par la police près de Bilbao.

1^{er} MAI. — Un policier est tué à Madrid par des manifestants appartenant à un groupe d'extrême gauche.

MAI. — Des groupuscules d'extrême droite et néo-nazis multiplient les coups de main contre les librairies, permanences d'organisations ou de journaux progressistes.

7 MAI. — Cinq mille manifestants, à Madrid, demandent que l'armée prenne le pouvoir.

27 SEPTEMBRE. — Affrontement armé entre policiers et militants de l'ETA à Bilbao.

28 OCTOBRE. — Cent cinquante personnes sont arrêtées dans une église alors qu'elles préparaient la deuxième réunion plénière de l'assemblée des forces démocratique de Catalogne.

27 NOVEMBRE. — Le gouvernement intente un procès en diffamation contre l'évêque de Ségovie, qui avait qualifié d'« inhumaine » la prison de Zamora.

30 NOVEMBRE. — Les commandos de l'ETA reprennent leurs activités de sabotage.

20 DÉCEMBRE. — Ouverture du procès de dix dirigeants des commissions ouvrières accusés du délit d'association illégale. Assassinat de l'amiral Luis Carrero Blanco.

Du «Nouvelliste» à Pinochet en passant par Heurtebise

La Suisse: ses pics sourcilleux, ses chalets sur l'alpage, ses armaillis, ses banques. Combien de temps encore cette carte de visite touristique impressionnera-t-elle l'étranger? Il y a de bonnes raisons de croire en tout cas que cette image idyllique va se trouver ternie par nos efforts répétés pour fermer nos frontières (et certains touristes suisses en vacances du côté de Rimini en auront certainement déjà fait l'expérience). Que pensent par exemple les Chiliens de la terre d'asile helvétique, proverbiallement ouverte aux persécutés et aux sans-patrie?

On s'est félicité des bons rapports entretenus par notre ambassadeur à Santiago avec les services du général Pinochet lorsqu'il s'est agi de sauver tel journaliste suisse en péril; mais il est difficile d'imaginer quelle est l'image de marque de ce même diplomate auprès des Chiliens victimes de persécutions: l'ambiguïté du Janus helvétique, d'un côté le sourire, à peine commercial, de l'hospitalité proverbiale, de l'autre l'œil froid du statis-

ticien rivé sur la cote maximum de l'« emprise étrangère ».

La presse chilienne acquise à la junte (faut-il préciser qu'il n'existe plus que cette presse-là ?) n'a pas manqué de s'intéresser à cette énigme. La revue « Que Pasa ? », en particulier, fondée par l'Opus Dei sous Allende, a consacré un article (12.7.1974) à expliquer la situation de la Suisse à ses lecteurs. Et il faut admettre que l'explication fournie par « Que Pasa ? » doit être très proche de la ligne officielle: l'Opus Dei donne des gages de fidélité aux nouveaux maîtres de Santiago depuis des années; déjà sous le gouvernement de l'Unité populaire, elle contrôlait les éditoriaux du « Mercurio », ce journal qui s'est signalé après le putsch, et au plus fort des tortures et des exécutions, par de sordides appels publics à la délation; en bref, proche de l'organisation fasciste Patrie et Liberté, présente, par l'intermédiaire de ses principaux dirigeants, à toutes les étapes de la préparation du coup d'Etat, encore aujourd'hui plus à droite que la hiérarchie dont la réticence face aux militaires ne cesse de croître, l'Opus Dei est l'une des composantes sûres du nouveau régime. Et les journalistes de « Que Pasa ? », après avoir disséqué les errements de Jean Ziegler « tendant la main aux partisans d'Allende », après avoir suggéré l'isolement des manifestants, après avoir noté avec satisfaction que le gouvernement suisse n'avait pas renoncé à l'obligation du visa pour les réfugiés chiliens, trouvent, par affinité politique sans doute, l'explication du véritable enjeu de ces événements dans le « Nouvelliste du Rhône » et dans les billets de Heurtebise qui sévit dans « La Suisse », « l'un des quotidiens les plus populaires » de notre pays. C'est la thèse bien connue du « complot international », dont la Police fédérale détiendrait la preuve, complot visant à accueillir en Suisse 20 000 communistes sud-américains; c'est la dénonciation de la « démagogie » des comités d'accueil.

Découvrir Heurtebise cité comme un exégèse qualifié de la politique suisse dans un hebdomadaire acquis à la junte chilienne ne surprendra pas les

Suisses romands lecteurs de « La Suisse », qui connaissent la place privilégiée réservée à ses appels à l'ordre et à la tradition, semaine après semaine, dans ce journal. Ce qui est plus révélateur encore, c'est l'interview accordée par le même Heurtebise (Max Marc Thomas pour les cinéphiles) au journal chilien en question.

Présenté comme un « agriculteur intellectuel » (une vie dédiée à la fois à la Croix-Rouge et à la culture de la vigne des ancêtres), Heurtebise se fait l'interprète de la réalité helvétique; les Chiliens sont désormais avertis, et les Suisses aussi, qui auront pu lire, pas plus tard que ce dernier lundi (26 août) sous la plume de Heurtebise dans « La Suisse » ce couplet cent fois rabâché, et qu'éclaireront encore les réponses donnés à « Que Pasa ? »: « Ce fut l'août de 1939, ce fut celui de 1944 et la fausse victoire qu'imaginèrent alors légèrement — ô combien légèrement — les Européens et leurs alliés et sauveurs des Amériques. Car cette « victoire » se soldait par l'avance terrifiante de ce qui allait devenir « les Puissances de l'Est », elle mettait pratiquement l'Europe chrétienne et latine d'avant 1914 à la merci de l'Asie et d'une conquête impérialiste à peine camouflée sous le couvert de la « révolution marxiste ».

Passons à l'« exégèse » de Heurtebise.

« Que Pasa ? »: A votre avis, pour quelles raisons les journalistes sont-ils aussi peu nombreux à vouloir apprendre la vérité au sujet du Chili ?

Heurtebise: Parce qu'il est difficile de se tenir au courant. Il faut le dire, le public est comme un troupeau qui se laisse guider par le courant. Et les journaux disent qu'il faut suivre ce public...

« Que Pasa ? »: Et vous, pourquoi ne faites-vous pas partie de ce troupeau ?

Heurtebise: Parce que j'ai la tête dure et que j'ai eu de bons maîtres et amis, Charles Maurras et Gonzague de Reynold.

« Que Pasa ? »: Etes-vous marié ?

Heurtebise: Je n'ai jamais eu le temps de me marier.

« Que Pasa ? »: Etes-vous allé en Amérique du Sud ?

Heurtebise: Le temps m'a manqué pour sortir d'Europe. Je pense qu'une vie entière n'est pas suffisante pour voir tous ce qu'il y a à voir. Mais si je devais voyager, je commencerais par l'Amérique du Sud. Je pense que c'est le continent le plus proche de l'Europe par l'esprit.

« Que Pasa ? »: Comment voyez-vous le désarroi politique de la Suisse et de l'Europe ?

Heurtebise: La campagne d'intoxication dont sont victimes autant l'Europe que la Suisse me préoccupe beaucoup. Nous devons nous défendre. Une certitude pour moi: là où s'est installé le socialisme, là où s'est infiltré le marxisme, les pays sont ruinés. C'est pour cela qu'il m'intéresse d'aider le Chili: il y a des pays qui sont en train de lutter pour conserver leur identité propre. Et il faut contribuer à la lutte contre les mensonges répandus dans le monde entier.

« Que Pasa ? »: Du Chili on voit la Suisse un peu comme une carte postale: comment imaginer qu'elle abritait tant de conflits...

Heurtebise: Nous aussi, nous voyons le Chili comme une carte postale.

« Que Pasa ? »: Quel est le problème immédiat en Suisse ?

Heurtebise: Eviter la socialisation.

« Que Pasa ? »: Dans quelle mesure le fait qu'elle soit le siège d'organismes internationaux la gêne-t-elle ?

Heurtebise: La Suisse n'en est pas gênée; pour Genève, c'est un peu plus pesant: la ville s'en trouve écrasée.

« Que Pasa ? »: Qu'y a-t-il de vrai dans les rumeurs qui font état d'une levée du secret bancaire helvétique ?

Heurtebise: C'est un épouvantail que l'on agite à l'étranger. La Suisse n'abrite aucun argent criminel. En Suisse, personne ne pense en finir avec le secret bancaire... mis à part les marxistes.

Avis aux amateurs: le même Heurtebise a confié aux journalistes chiliens qu'il allait écrire, en collaboration avec Claude Piachaud, du « Département fédéral », un livre intitulé: « Vérité sur le Chili ».